



Au rapport

Médecins du monde alerte sur l'accès aux soins des plus vulnérables en France

Dans son rapport annuel rendu public ce jeudi, l'ONG dresse un état des lieux inquiétant concernant l'accès aux soins et demande une couverture maladie universelle et effective.



A Mayotte, huit habitants sur dix vivent sous le seuil de pauvreté. (David Lemor/Libération)

par Antoine Gallenne

publié le 8 décembre 2022 à 19h00

Un bilan alarmant. Dans le 22e rapport de son observatoire de l'accès aux droits et aux soins, Médecins du monde constate l'accroissement des inégalités de santé. Parmi les 15

355 personnes s'étant rendues dans un des quatorze centres de l'ONG en 2021, 97% vivent en dessous du seuil de pauvreté et sont de nationalité étrangère. Plus de la moitié (53%) sont en situation irrégulière et 12% sont demandeurs d'asile.

Confrontées à des situations de grande précarité, trois personnes sur dix vivent en bidonville, squat, à la rue ou dans des hébergements d'urgence. Ces conditions de vie « qui relèvent de la survie », selon Florence Rigal, présidente de l'association, rendent l'accès aux soins complexe : la moitié des personnes reçues en consultation ont un retard de recours aux soins.

« Un véritable combat administratif »

Pour bénéficier de l'aide médicale d'Etat (AME), les personnes en situation administrative irrégulière doivent justifier leur présence depuis trois mois sur le territoire. «*Un véritable combat administratif*» aux yeux de Yannick Le Bihan, directeur des opérations. Par conséquent, le rapport met en avant que huit personnes sur dix, pourtant éligibles à la couverture maladie, n'en bénéficient pas. Il faut ajouter à cela les obstacles financiers et linguistiques qui compliquent l'accès aux soins. Ce parcours semé d'embûches ne s'arrête pas là : les pièces justificatives demandées par la caisse primaire d'allocation maladie (CPAM) se sont multipliées ces dernières années. «*Il faut désormais envoyer deux fois plus de documents et le numéro d'appel est devenu payant*, se désole Agnès Gillino, coordinatrice générale de Médecins du monde à Nice. *Nous demandons la réouverture des guichets de la CPAM sans rendez-vous et une simplification des démarches.*»

75% des enfants sans sécu à Mayotte

Au-delà de la métropole, la situation est particulièrement dramatique à Mayotte, où huit habitants sur dix vivent sous le seuil de pauvreté et 75% des enfants n'ont aucune sécurité sociale. «*Mayotte est sous-dimensionnée au regard des besoins. Il y a une nécessité urgente à rendre l'accès aux soins plus simple* », explique Fleur Meissonnier, superviseuse santé à Mayotte.

L'ONG demande la mise en place d'une couverture maladie universelle et effective pour toutes et tous, en métropole et en outre-mer, ainsi qu'une fusion de l'AME et de la protection universelle maladie dans le but de supprimer les délais de carence, comme celui de trois mois auquel sont soumis les demandeurs d'asile depuis la réforme de 2019. Une réforme qui, aux yeux de Florence Rigal, ne fait pas l'unanimité : «*Ce délai de trois mois est une aberration. Le Président avait fait de la santé sa priorité. Le compte n'y est pas.* »